

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 607 1^{er} octobre 1981
Dix-huitième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 48 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Rudolf Berner
Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
André Gavillet
Yvette Jaggi
Pierre Lehmann
Charles-F. Pochon

Point de vue:
J. Cornuz
Gil Stauffer

607

Domaine public

Kaiseraugst Kaiserangst

Pas possible de parler de Kaiseraugst comme d'un sujet ordinaire, où l'on expose une situation, où l'on croit pouvoir être didactique, où l'on risque son opinion (voir aussi pages 6 et 7).

Il faut humblement l'avouer: pour qui ne sait pas jouer de l'accordéon, ce dossier devient incompréhensible.

Que veut le Conseil fédéral? Il reconnaît le «besoin» d'une nouvelle centrale, mais il négocie l'abandon par les promoteurs de leur projet. Il donnera une autorisation générale, à condition qu'elle ne serve à rien. Il retirera l'autorisation de site accordée en vertu d'une loi ancienne, mais n'estime pas être tenu à indemnisation, à moins qu'on s'entende sur le montant, auquel cas il donnerait des autorisations que les bénéficiaires n'utiliseraient pas. Etc.

Partout (partout où les décisions politiques sont soumises à un contrôle démocratique) le nucléaire est un débat à la limite des possibilités du choix démocratique. S'entremêlent les arguments scientifiques et technologiques, ressurgissent les vieilles angoisses archaïques de Prométhée coupable et rongé pour avoir dérobé le feu, s'extrapolent les siècles comme nouvelle unité de mesure.

Mais en Suisse s'ajoute l'opposition entre le nucléaire qui est de l'ordre du méga, du gigantisme, de la centralisation de la production, l'opposition donc entre le nucléaire et la structure fédéraliste du pays qui ne permet pas d'imposer par la force une centrale (nom révélateur!) à une région qui n'en veut pas et qui se sent forte de son autonomie.

Le Conseil fédéral estime que nous aurons besoin d'une usine supplémentaire en 1990. Mais politiquement, par souci de paix civile, il n'ose pas

sans autre assumer Kaiseraugst. M. Schlumpf à «24 Heures» (26.9.1981): «Si on ne se limite pas aujourd'hui à l'examen du besoin, c'est à cause des manifestations de 1975.»

Quel autre site dès lors, et à quel prix?

Il est évident que le Conseil fédéral, dans une telle procédure, va se heurter à des questions simples comme une massue:

— *Pourquoi dépenser en indemnité des centaines de millions pour construire ailleurs (50 à 100 km) une centrale du même type (Graben)?*

— *Si la construction n'est pas possible à Kaiseraugst pour des raisons de sécurité et d'environnement, par quel miracle serait-elle inoffensive ailleurs?*

— *Si les manifestations de 1975 ont été décisives pour l'abandon de Kaiseraugst, qu'objecter aux manifestants futurs?*

Ce qui est à peine croyable, c'est que tout puisse se ramener à une affaire de gros sous. Lisez du moins la conclusion de l'interview de M. Schlumpf, déjà citée: «Nous attendons la réponse de principe des gens de Kaiseraugst. Cela peut être très rapide. Puis éventuellement des chiffres. Cela prendra plusieurs semaines probablement. Nous ferons ensuite rapport au Parlement.»

Or il ne s'agit pas de chiffres. On n'est pas dans le domaine de la proportionnalité. Ou le Conseil fédéral arrive à la conviction que la sécurité du ravitaillement suisse en énergie exige une centrale, et il le dit. Ou il estime qu'on peut s'en passer, moyennant d'autres efforts; et il dit lesquels, et il se déclare prêt à payer le prix.

Pour l'instant le Conseil fédéral donne l'impression de s'en remettre aux aléas de la conjoncture énergétique: en cas de rupture de l'approvisionnement, la peur du manque fera la décision, et se trouveront confirmés les non-dit de notre position de principe...

Un peu de clarté, svp. Et surtout pas ce style marchandage de celui qui joue au plus fin, sur une question de cette importance et de cette difficulté!

Viva la muerte

Il ne se passe tantôt plus un mois sans qu'un colonel commandant de quelque chose ne réclame plus d'avions, de chars, de bombes, de places de tir et, parallèlement, de discipline, d'engagement *perinde ac cadaver* et de silence dans les rangs de la population devant la majesté de sa casquette.

A peine commandé ou obtenu, le matériel est considéré comme déjà périmé, dépassé, juste bon à faire de nous des autostoppeuses sur le point d'être violées par des camionneurs biélorusses.

A entendre ces traîneurs de sabre, la neutralité doit s'armer jusqu'à l'intérieur des dents, s'embusquer sans répit et, surtout, leur faire entière confiance: ils savent et nous, nous ne pouvons simplement pas savoir.

M. Chevallaz, jusque dans la Gazette du Comptoir suisse, multiplie ses attaques contre tout ce qui pourrait s'opposer, aussi peu que ce soit, à cette helvétique course aux armements.

Or, tout cela est complètement bidon, inutile, inefficace. Vingt personnes, avec autant de sacs à dos, de grosses clés à molette et de petits treuils à main pourraient semer dans le pays une pagaille si monumentale qu'il s'en trouverait quasiment paralysé pendant une durée de l'ordre d'une semaine.

Je ne plaisante nullement et je n'exagère pas plus. Enquêtant, il y a quelques années, sur les méthodes utilisables de guérilla ou de terrorisme chimique et bactériologique — pour un article que j'ai renoncé, finalement, à publier, suivant par là même, d'ailleurs, le vœu d'un état-major dont je ne sais plus s'il était général ou particulier — j'avais été complètement stupéfait par *la fragilité* d'un système qu'à l'évidence des armes et une organisation de défense classiques sont incapables de maintenir en fonction — pour peu qu'il soit attaqué par des moyens non conventionnels.

Une grosse voiture. Dedans, quatre soldats à qui on ne la fait pas. Une route libre et sans danger. Pourtant, l'accident: voiture démolie, occupants tués, en rien de temps.

Raison: le conducteur a voulu chasser une guêpe qui l'importunait. Une guêpe pèse à peine un demi-gramme; une grosse voiture avec ses occupants: deux tonnes. Le rapport est donc de un à quatre millions... C'est sur cette anecdote — et une autre toute pareille — que E. F. Russel fait démarrer son roman de SF «La guêpe». Quoique la suite soit un peu tirée par les tifs — un type seul, par des coups d'épingle bien placés, parvient à mettre sur les genoux le système défensif de toute une planète — elle est néanmoins pleine d'enseignement.

Bien que le trait soit un peu épais, le roman démontre et démonte habilement l'équation motrice de tout raisonnement militaire: l'efficacité d'une quelconque opération est exclusivement pensée comme fonction de la masse ou de la puissance apparente du matériel mis en mouvement. Tout raisonneur militaire ne peut pas imaginer qu'on puisse faire basculer une masse M autrement qu'en manipulant une autre masse 2-3-4-5-10-100 M.

Rien n'est plus étranger à la pensée militaire que la recherche de l'efficacité. De fait, il s'agit bien d'une pensée très primaire, magique, anti-expérimentale: la course au surarmement illustre on ne peut mieux cette incapacité d'échapper à la fascination du quantitatif.

M. Chevallaz n'est pas stupide: il est bloqué, comme tous ses homologues. Il ne fait que prendre à son compte et répéter un mouvement circulaire, une boucle mécaniquement fermée.

Autisme, peut-être? Les psy-psy trancheront.

Mais bref, tout cela en vrac pour dire que le monsieur de l'aviation suisse qui a récemment déclaré que les populations n'avaient qu'à se faire, et poliment, au vacarme des avions militaires, hé bien pour dire que ce monsieur est n'importe quoi sauf un gentleman et que je n'ai rigoureusement aucune confiance en lui et que mes gamines le détestent.

Gil Stauffer

Déshonoré et démoralisé

Tant les fêtes pour le cinq-centième anniversaire de l'entrée de Fribourg dans la Confédération que la Journée de l'armée au Comptoir suisse ont été l'occasion de beaux discours!

«Et pan sur le bec des pacifistes!», titre «La Suisse» du 12 septembre. «G.-A. Chevallaz pourfend le pacifisme!», annonce de son côté «24 Heures».

On a même cité Ramuz, lequel écrit quelque part qu'il n'a jamais été plus libre qu'à l'école de recrues.

Il m'a paru intéressant de permettre à l'intéressé de nuancer sa pensée:

Hé! là-bas, combien êtes-vous?

C'est Farinet qui parle — et l'on me dira que Farinet n'est pas Ramuz...

Au moins trente, avec un commandant, des lieutenants, des sergents, des caporaux; moi tout seul, mais c'est-à-dire deux, parce que j'ai avec moi la liberté... (...)

Parce qu'il y a la liberté, et vous l'avez sur vos médailles et vos monnaies; mais moi, je l'ai là en personne et elle est assise à côté de moi. Une liberté qui est vivante. (...)

Sur vos diplômes, sur vos certificats de tir, sur vos billets de banque, sur vos cartes de fête, mais c'est une personne seulement dessinée; elle est en chemise de nuit, les pieds nus, et elle vous tend une couronne, mais elle est fausse; tandis qu'il y a la vraie et c'est elle qui est avec moi...

On conçoit qu'il faille tuer Farinet!

Parlons sérieusement:

«La non-violence n'a jamais fait reculer la force», s'est écrié le chef du DMF. Difficile de savoir à quoi il fait allusion! Quand la non-violence a-t-elle dicté la politique d'un pays? Je ne vois guère que la communauté fondée en Amérique par William Penn (la *Pennsylvanie*): ce fut un succès, qui dura tant que la non-violence fut observée. Ajoutons-y

le Danemark, que cite l'orateur: il échappa à la guerre en 1914; il fut occupé en 1940 — ni plus, ni moins que la Norvège, mal armée, ou que la Belgique, fort bien armée, laquelle fut envahie également en 1914.

Quant à notre pays, il est bien vrai qu'il a été épargné. Toute la question est de savoir pourquoi; et de savoir si la situation est encore en 1981 ce qu'elle était en 1914 et en 1939.

«Pour être dissuasive, la défense militaire doit être conduite avec force dès la frontière et sur la frontière.»

Etonnant M. Chevallaz! Dans cette seconde moitié du XX^e siècle et dans les conditions qui ont été celles des dernières guerres (blindés, troupes parachutées, avions, engins téléguidés, fusées, etc.), où se trouve notre «frontière»? Et comment la défense militaire sera-t-elle conduite «sur la frontière»?

Il est toutefois un point sur lequel je me sens en profond accord avec lui, c'est lorsqu'il dit qu'«on étend plus facilement la domination et l'oppression dans un pays démoralisé et désorganisé». Eh oui! Je feuillette le livre d'Alfred Häslar, *Das Boot ist voll*: photos d'un côté du pacifiste Leonhard Ragaz, pasteur à Zurich, et de quelques autres, qui ont beaucoup fait pour la défense spirituelle de notre pays; photos d'un autre côté du conseiller fédéral von Steiger, du D^r Heinrich Rothmund, chef de la police fédérale en 1939, du colonel D^r Eugen Bircher... Oui, c'est vrai: ces trois hommes ont fait beaucoup, par leur militarisme, par leur chauvinisme, par leur autoritarisme, pour me démoraliser, pour nous démoraliser — en nous déshonorant derrière notre dos. Je me revois arrivant à Nuremberg en 1946, venant d'un milieu qui avait accueilli des réfugiés, et des enfants de la Croix-Rouge, et des Juifs, durant toute la guerre — et rencontrant d'autres Juifs, dont les proches avaient péri dans des camps de concentration, après avoir été refoulés à notre frontière; ou qui n'avaient pas été trop bien traités. D'autres Allemands, Tchèques, Polonais, etc. Déshonoré! C'est-à-dire *démoralisé*.

Or ils continuent: ils exportent des armes, si bien que lisant le récit de massacres un peu partout dans le monde, je suis contraint de me dire que je suis un peu complice: c'est quelquefois avec des armes suisses — d'excellente qualité! — que ces massacres sont perpétrés...

Qu'en pensez-vous?

J. C.

VAUD

Réforme scolaire: ce n'est pas le statu quo

Le projet de «réforme» a succombé devant le peuple vaudois pour les mêmes raisons qu'il n'avait emporté une majorité au Grand Conseil que sous la pression d'un appel nominal: par manque de netteté et excès nuisible d'habileté. Il aurait suffi de peu de choses pour que la gauche qui s'était efforcée d'aller le plus loin possible dans les concessions y adhère, et au Grand Conseil et devant le peuple.

Personne, lors de la campagne référendaire (voir DP 605 et 606, entre autres), ne s'est déclaré partisan du «statu quo». Ni les partisans du projet, ni les opposants de gauche, ni même ceux de droite. Dès lors ce serait une interprétation incorrecte du scrutin que d'affirmer, comme le conseiller d'Etat radical Junod, chef du DIP (Radio romande, dimanche 18 heures) que les expériences de Vevey et de Rolle sont terminées, l'examen d'entrée au collège rétabli dans ces zones, le «statu quo» renforcé.

L'accord minimal existe, sur les points suivants:
— révision, même dans la structure actuelle, des moyens d'observation et d'orientation;
— rénovation et enrichissement de l'enseignement pour tous ceux qui ne se destinent pas à un enseignement long;
— organisation de la perméabilité entre les sections et les filières.

Deux conditions pour ce programme minimum:
— Se mettre au travail tout de suite, sur le terrain. Former les maîtres et leur permettre de croire à ce qu'ils font. Donner la priorité à la pédagogie.
— Admettre d'emblée, et le dire, que cet effort a un prix. Plusieurs millions, pour l'Etat et les communes. Mais qu'il en vaut la peine.

Sans attendre l'initiative populaire dont le lancement est assuré — elle renvoie à des échéances 1984-1985 pour une décision de principe — il faut souhaiter un accord immédiat pour préserver l'acquis des zones pilotes et mettre en place, sans bruit, par région, des améliorations concrètes.

Le vote de dimanche, ce n'est pas le plaisir amer de M. Junod de dire: «Vous l'avez voulu... immobilisme à perpète.»

DOMAINE PUBLIC

Passer la barre des trois mille

Diffusion de DP au-delà des trois mille abonnés: vos premières réactions nous étonnent. L'éruption narcissique très inhabituelle des quatre pages de self-présentation dans DP 606 ne vous a, semble-t-il, pas trop gênés. Mais cet objectif de 300 nouveaux abonnés intrigue et pour tout dire paraît peu ambitieux à l'un ou l'autre de nos correspondants.

Et pourtant. Il faut savoir d'abord combien est déjà haute la «barre» des trois mille abonnés pour une publication du calibre de DP, plus généralement pour une publication qui n'a pas de vocation commerciale (se vendre d'abord): il y a là un seuil que très peu ont franchi ces dernières années, portés par des mouvements de militants ou non.

Trois cents de plus, c'est la croissance à taille humaine, des moyens supplémentaires à l'usage aisément contrôlables, mais aussi, en Suisse romande et eu égard à l'allure générale de DP, un pari très hasardeux. Pas de démobilisation donc. Nous attendons de vos nouvelles.

L'information aux privés, la technique aux PTT

Les «nouveaux médias» arrivent. Nous disions les caractéristiques, dans ces mêmes colonnes (DP 604, 10.9.1981), du Teletext qui sera expérimenté dès le mois prochain en Suisse alémanique. Mais ce système n'est pas seul en lice. Nous poursuivons l'inventaire. (Réd.)

Abondance de biens au royaume des médias électroniques! Les essais du Teletext (SSR + une dizaine d'éditeurs) viendront donc doubler celui que la SVIPA a lancé voici deux ans: le Videotex (DP 516, 4.10.79). Contrairement au Teletext, par lequel le téléspectateur peut accéder directement à une banque de données qui lui fournit des pleines «pages» sur son petit écran, le Videotex met en œuvre non seulement le récepteur de télévision, mais aussi le téléphone. Ce système repose donc sur une interconnection des réseaux hertzien et téléphonique, tous deux exploités par les PTT.

Au reste, l'essai du Videotex est conduit par les fournisseurs de l'information, réunis en une association, la SVIPA (Swiss Viewdata Information Providers Association). Depuis le lancement du Videotex à fin octobre 1979, le nombre des sociétés membres de la SVIPA a presque doublé, passant de 57 à 113. On y trouve de tout. Des éditeurs et imprimeurs (dont tous les importants journaux romands, y compris le «Nouvelliste»), des agences de publicité et d'information (y compris Telekurs et Reuter), des compagnies d'assurances (Winterthour, Zurich), des grands magasins (Jelmoli, Coop, etc.), des organisations touristiques (Hotelplan, Imholz, Swissair, etc.), des grandes sociétés industrielles (Ciba-Geigy, Nestlé, Hoffroche), ainsi que les industries directement concernées

(tout le Gotha helvétique des télécommunications et de l'informatique).

Toutes ces maisons, que des associations (de consommateurs notamment) sont en train de rejoindre, livrent des pages-couleurs d'information intéressant leur domaine d'activité propre. Cet essai-pilote se prolongera jusqu'en 1982 environ, et sera suivi par un essai d'exploitation d'un à deux ans, puis par l'introduction du nouveau service Videotex généralisé probablement dès 1984-85.

Les avantages du système Videotex, connu sous le nom de Viewdata en Grande-Bretagne, de Télétel en France, et de Bildschirmtext en Allemagne, sont nombreux pour l'utilisateur: pas de frais d'investissement spéciaux (contrairement au Teletext) puisque les renseignements sont appelés par téléphone et non par clavier; accès immédiat aux données (délai d'attente de quelques secondes au plus); capacité pour ainsi dire illimitée (proportionnée à celle des mémoires de l'unité centrale); choix des informations facilité par des accès sélectifs (selon table des matières détaillée); et surtout possibilité d'échange question-réponse. Cette «interactivité» fait dire aux promoteurs du Videotex qu'il est le seul système permettant un véritable dialogue avec l'ordinateur, c'est-à-dire avec une encyclopédie potentiellement mise à jour quotidiennement.

LA CLIENTÈLE DE L'AVENIR

Le lyrisme pro-Videotex a cependant ses limites: la lecture des pages apparaissant sur le petit écran est fatigante, leur «contenu» est très limité (24 lignes à 40 signes, soit environ 7,5 cm d'une colonne de journal) et leur présentation demeure sommaire (lettres, chiffres, graphiques simplifiés, à l'exclusion d'images). Ceci dit, le recours au système «viewdata» sera limité par le coût: supplément de Fr. 5.— à Fr. 10.— par mois au bordereau téléphone/radio/télé des PTT, plus frais d'appel pour toute page d'information non promotionnelle (la consultation de l'horaire Swissair ou du catalo-

gue Jelmoli sera gratuite, de même que la réservation d'un billet ou la commande d'un produit).

L'avenir est, paraît-il, à la lecture sur petit écran. Les intellectuels n'en croient rien, les ergonomes et les oculistes le redoutent, les éditeurs misent à tout hasard parallèlement sur les nouvelles techniques de transmission du texte.

En définitive, les promoteurs qui, sous le couvert de la fameuse interactivité, poussent le plus au développement du système «viewdata» ne sont évidemment pas les universités populaires (même anglaises), mais bien les maisons de vente par correspondance et autres sociétés hôtelières et touristiques qui pensent atteindre ainsi la clientèle de l'avenir: celle qui n'aura plus le temps, ni le goût de se déplacer pour faire ses achats ou passer commande, celle qui aura renoncé à l'usage de la voiture en ville, celle qui aura tellement pris l'habitude du recours à l'ordinateur et à l'écran cathodique dans ses études et son travail qu'elle désirera poursuivre encore ce «dialogue» pendant ses heures de loisirs. Bref, le Videotex, c'est le «Larousse» universel des mutants de l'ère post-industrielle.

Dans cette perspective d'un système télématé et câblé à l'envi, le déclin de la presse de gauche peut paraître moins grave. Même les efforts continuellement brisés faits pour lui redonner poids et survie semblent dérisoires; puisque décidément l'ère de Gutenberg ne nous a pas réussi, autant sauter directement dans la galaxie des satellites! Calcul séduisant certes, mais fort dangereux: la droite, elle, garde sa presse, la renforce par concentration et investit les bénéfices dans les nouveaux médias. Voyez Ringier, Jean Frey et Sonor, par exemple; ils participent au Teletext, au Videotex et, pour la dernière citée, à Tel-Sat et à Radio Mont-Blanc. Seule l'entreprise des PTT, avec son monopole des réseaux d'exploitation, peut résister à de tels assauts. D'où l'idée, qui fera son chemin malgré les dénégations, de casser le mur des PTT en morceaux plus faciles à franchir.

Ringier en rodage

Trois numéros de «L'Hebdo» et de «Die Woche», «magazines suisses d'information» façon Ringier. Une appréciation définitive serait bien sûr prématurée, mais nous avons l'impression que la formule choisie est loin d'être au point malgré de copieux «numéros 0» sur lesquels les équipes rédactionnelles et techniques se sont fait les dents en vase clos. Quelques notes. Et tout d'abord le nerf de la guerre, la publicité, pierre de touche de l'engagement de l'éditeur¹.

No.	Pages	«L'Hebdo» pub.	«Die Woche» pub.
1	68	18,7	24,5
2	52	7	9,3
3	52	9,5	10,5

NB. Le volume de pub, y compris les «bouchons» et la publicité pour d'autres publications Ringier.

A titre de comparaison, le numéro 39 (26.9.1981) du «Tages Anzeiger Magazin» comptait 64 pages dont 26 de publicité.

A première vue, ce n'est pas l'engouement pour ces nouveaux supports publicitaires de Ringier.

— De Zurich à Lausanne. Entre les deux hebdomadaires, une grande concordance des sujets traités (pas toujours dans le même numéro!), hors les rubriques culturelles. Rupture dans l'unité des pages de couverture dans le numéro 2: radios privées et monopole pour les lecteurs suisses romands et Zurich pour les lecteurs alémaniques.

Ces échanges d'informations ont parfois des inconvénients: un écho sur Olivier Reverdin assez agressif dans le n° 1 de «Die Woche» a été repris bien émoussé dans «L'Hebdo» 2, tandis que la même semaine «Die Woche» rectifiait en prétextant une erreur de traduction.

— Côté commentateurs occasionnels, pas de surprise; ce sont ceux qu'on a l'habitude de trouver dans d'autres colonnes.

— C'est au chapitre du contenu que les réserves seront les plus importantes, à la fois parce que la matière publiée ne permet pas encore un bilan net et parce qu'on est loin du journalisme de «news» qu'on prétendait révéler à l'ensemble de la presse suisse. Domine pour le moment un partage tout à fait traditionnel dans les moyens d'information en quête d'une audience de «masse»: d'un côté la prudence des textes de politique suisse, sociale ou autre — ici la «neutralité» doit être une consigne de l'éditeur — et de l'autre côté la subjectivité affirmée des journalistes affectés aux rubriques dites culturelles. Les millions engagés dans l'opération ne changent rien à l'affaire.

Reflète également de la presse romande: une relative faiblesse de la partie économique.

Au total, quels articles n'auraient pas leur place dans des publications moins «élitaires», visant moins haut? En tout cas pas ces deux «histoires», Maraçon et G.-A. Vuille, ni «nouvelles» ni surtout démythificatrices.

— Les moyens mis à disposition des journalistes affluent dans les citations et les rappels historiques, démonstration des possibilités du service de documentation de Ringier (mais attention, M. Fleury, c'est Ernest Nobs qui fut le premier conseiller fédéral socialiste). Là, un nouveau journalisme d'archives est peut-être en train de faire une percée en Suisse.

LES DOSSIERS DE L'ÉLITE

Puisque nous y sommes: les trois premiers dossiers offerts aux lecteurs (édition suisse, marché de l'art, sommet échiqué mondial) reflètent-ils vraiment les intérêts prioritaires de cette élite «verticale» chère à M. Oswald?

Trop tôt pour une conclusion, nous le disions

d'entrée de cause. Mais tout de même un petit coup de chapeau à la rédaction de «L'Hebdo». Elle a plus de pages à remplir que l'équipe de Zurich, mais elle semble, au moins dans le numéro 3, avoir pris quelques longueurs d'avance. Serait-ce que l'enjeu commercial est moins pesant de ce côté-ci de la Sarine, ou le conformisme moins contraignant?

¹ A quand, dans cette perspective, le premier sondage d'opinion conçu, c'est la mode aujourd'hui, à la fois comme l'affirmation de la présence d'un titre (les médias: «Selon un sondage commandé par...») et comme la prise de température de l'opinion?

ÉDITIONS GALLAND

Vingt ans après

Que Bertil Galland mette fin à son travail d'éditeur nous touche: parce que c'était l'entreprise d'un homme, d'un amateur, un travail artisanal, possible par «investissement humain» et personnel poussé jusqu'à la limite.

Quand Galland, sous l'égide de la Renaissance Vaudoise, avait lancé le premier numéro d'«Écriture», DP avait réagi contre ce retour à l'«œcuménisme esthétique» qu'affichait le titre et qui flattait à nos yeux ce goût romand pour une manière, mal-larméenne, dépouillée jusqu'à en perdre le souffle. En fait, Galland avait un autre tempérament. Il a ouvert le champ de vision de l'édition romande. Des prix retentissants ont consacré le plus spectaculaire. Mais il faudrait dire aussi — et surtout — l'enrichissement de la collection CH, et l'accueil d'auteurs qui n'étaient pas dans la ligne littéraire romande.

Derrière tout cela, l'invisible travail de patience, de lecture de manuscrits, de correction d'épreuve, mesure méconnue de la portée d'un engagement.

L'annonce faite à EDF

Discussions à l'infini à propos du nucléaire. Mais finalement, peu de débats dignes de ce nom, et surtout pas de débats contradictoires, et qui plus est à travers les frontières nationales. En ce sens, le colloque organisé par le Groupe de Bellerive à Paris les 16, 17 et 18 septembre derniers était à marquer d'une pierre blanche. Titre général des échanges: «Energie et Société». Pierre Lehmann, mandaté par l'Association pour l'appel de Genève (adresse utile: c. p. 89, 1212 Grand-Lancy 1) participait, à cette confrontation réunissant toutes les options énergétiques; il en rend compte ci-dessous. Qu'avons-nous à faire d'un débat marqué par les spécialistes d'outre-Jura, direz-vous peut-être. S'il n'avait servi qu'à éclairer l'hypothèse Creys-Malville, il aurait été de première importance pour la Suisse. Mais il y a davantage: au moment où se profile dans notre pays un nouvel affrontement sur le thème de la politique énergétique, prenons la température des querelles d'experts, jugeons leurs certitudes (contradictoires). (Réd.)

Il y avait là les tenants de la centralisation la plus totale, du nucléaire «über alles» et des prises de décision par la technocratie scientifico-politique. La majorité de ce groupe était composée des représentants de l'Electricité de France (EDF) et du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) sans qu'il soit toujours possible de discerner à laquelle de ces deux institutions un personnage donné pouvait bien appartenir. Mais il y avait aussi les tenants de la décentralisation, des énergies renouvelables et des prises de décision au niveau régional avec participation aussi large que possible des citoyens. Il y avait aussi des «membres de l'Insti-

tut», des prix Nobel, des philosophes de toutes tendances, des écolos, des membres de l'Académie des Sciences et des gens ordinaires.

C'était apparemment la première fois qu'en France on discutait publiquement et ouvertement du bien-fondé du programme nucléaire français en acceptant que les opposants à ce programme s'expriment du haut de la même tribune et avec un temps de parole équivalent. Bref, une révolution dans un pays où, comme l'a souligné Louis Puiseux, «... il a suffi que les organismes techniques compétents préparent un dossier suffisamment paré de tous les prestiges de la scientificité, pour que l'instance politique responsable donne son feu vert (au programme nucléaire) en l'absence de tout contrôle démocratique, et sans même prendre clairement conscience de l'enjeu politique de son acte».

LE PRIX NOBEL A PARLÉ

Discours d'ouverture par Louis Neel, prix Nobel de physique. Discours invraisemblable, qui cherche à évacuer le débat qui doit suivre. Louis Neel a tout compris et sait tout. Il expose de manière péremptoire que seul le nucléaire peut nous sauver, car les autres énergies disponibles sont négligeables et les économies d'énergie largement illusoire. Louis Neel dépasse largement son temps de parole, puis quitte la salle. On ne pourra pas lui poser de questions.

La discussion continue néanmoins. Après tout, Neel n'est pas Dieu le père. Le reste de la première matinée est consacré à l'inventaire des ressources énergétiques exploitables. Où l'on apprend qu'il y a beaucoup de charbon et relativement très peu d'uranium, que la géothermie n'est pas une énergie renouvelable, mais que des énergies vraiment renouvelables tirées de l'énergie solaire (hydro-électricité, solaire direct, biomasse), il y en a tout de même pas mal, contrairement à ce qu'en disait M. Neel.

L'après-midi du premier jour démarre en fanfare: discours du ministre français de l'Energie du nom de Edmond Hervé. Sadruddin Aga Khan, prési-

dent du Groupe de Bellerive, le reçoit cérémonieusement, les journalistes font des photos. Je n'arrive pas à me souvenir de ce qu'a dit M. Hervé. Je ne crois pas que c'était très important. Il parlait comme un pasteur et voulait certainement le bien, ce dernier n'étant malheureusement guère définissable.

Le ministre quitte la salle, accompagné de Sadruddin Aga Khan, et c'est au tour des pro-nucléaires français d'envahir la tribune pour entonner leur messe. On entend coup sour coup quatre représentants du CEA ou de l'EDF, de l'EDF ou du CEA, ces deux sigles paraissant une fois de plus parfaitement interchangeables. Leurs discours se résument aisément: la France a choisi la seule voie raisonnable, celle des surrégénérateurs. Cette voie implique le retraitement du combustible irradié, chose qui ne pose pas beaucoup de problèmes. Les difficultés de l'usine de retraitement de la Hague ne sont que temporaires et ont été exagérées par des malveillants. Le CEA et l'EDF, l'EDF et le CEA sauront résoudre tous les problèmes que pourraient poser les surrégénérateurs; mettre cela en doute serait de la mauvaise foi.

Et pourtant Jean-Paul Schapira, physicien, et Dominique Finon, économiste, qui leur succèdent à la tribune, se permettent quelques objections. Selon eux, le retraitement du combustible n'est pas une bonne solution et le surrégénérateur n'est économiquement pas viable. Les vilains.

TROIS CHIFFRES APRÈS LA VIRGULE

Le deuxième jour démarre sur un panorama du marché mondial de l'énergie présenté par Robert Lattès, économiste, membre du Club de Rome. Pour M. Lattès, le problème énergétique est surtout un problème d'argent. Il se lance dans des prévisions pour l'an 2000 avec une précision de trois chiffres après la virgule, mais son discours m'a néanmoins semblé assez vague.

Orateur suivant, Amory Lovins. Lui, il analyse le problème de l'énergie à partir de son utilisation,

donc des services qu'on en tire, et se demande comment satisfaire ces services de la meilleure manière et au moindre coût. Cela paraît un point de départ raisonnable. Le malheur, c'est qu'il mène à la conclusion inéluctable que la production centralisée d'électricité, en particulier par le nucléaire (avec ou sans surrégénérateur) est le pire moyen de fournir l'énergie dont on a réellement besoin. A telle enseigne que «... un pays qui aurait juste terminé la construction d'une centrale nucléaire, pourrait économiser de l'argent en passant cette centrale immédiatement par pertes et profits, sans jamais la mettre en fonction».

Tête des gens de l'EDF/CEA.

P. L.
(A SUIVRE)

SUISSE

Une mine inexploitée

Les économies d'énergie restent encore largement du domaine du discours, alors même qu'on sait maintenant qu'elles sont la source d'énergie la plus simple à exploiter et la plus rentable.

Pour preuve les embûches que rencontrent les partisans de l'énergie solaire dans le droit de la construction (esthétique, gabarits, taux d'occupation du sol, etc.).

Pour preuve aussi la grande solitude d'un paysan de Réclère (JU) qui, dans la réalisation de sa ferme énergétiquement autonome (biogaz), s'est vu refuser les subsides fédéraux à la construction (non-respect des normes) et a subi les assauts dissuasifs des Forces motrices bernoises, société distributrice d'électricité pour la région et promoteur de Graben, entre autres (ah, la concurrence!).

AVORTEMENT

Solution fédéraliste: mort-née

Ainsi donc, la semaine dernière le Conseil des Etats (moyenne d'âge: 57 ans «grosso modo» et trois femmes sur quarante-six membres) a rejeté une solution qui respectait l'autonomie et les mentalités différentes des cantons. Seul le libéral vaudois Hubert Reymond a relevé le paradoxe d'une «chambre des cantons» refusant une solution fédéraliste. C'est qu'en la matière le dogmatisme supprime toute conviction idéologique. La Suisse comme confédération d'Etats ne tient pas face aux assauts donnés à la fois par les juristes orthodoxes convaincus de l'unité du droit pénal, et par les catholiques de stricte obéissance.

Les femmes et les patrons

La révolution sexuelle à l'origine du gâchis inflationniste aux Etats-Unis.

Postulat de base. L'essentiel du travail était assuré par des gens malheureux en ménage qui se tuaient de travail pour échapper à l'enfer conjugal.

Démonstration. «On peut maintenant divorcer pour un oui ou un non, le contrôle des naissances et l'avortement ont supprimé ces ménages maussades affectés d'une ribambelle de gosses insupportables. Et puis les femmes se sont libérées et se sont mises à travailler, calmement. Elles n'eurent dès lors plus le temps ni l'occasion de houspiller leurs maris pour qu'ils grimpent à tout prix dans la hiérarchie des entreprises. Enfin, les homosexuels qui, avant «la révolution», n'osaient avouer leurs penchants et s'adonnaient alors avec une dévotion fanatique à leur travail pour sublimer leurs inavouables désirs, se sont aujourd'hui creusés une place au soleil.»

Conclusion. Gare à la révolution sexuelle qui mine

Prochaine étape: retour au Conseil national, qui n'a aucune chance de trouver une solution nouvelle, après tant d'années de discussions désormais vaines.

On s'achemine donc vers une nouvelle initiative pour la solution du délai, du type de celle qui a été rejetée par 51,7% des voix et 16 cantons et demi-cantons en septembre 1977. Toile de fond, le totalitarisme moral, le refus des convictions de l'«autre».

Seul ennui: dans les affaires de croyances et de mentalités, le droit entérine et ne devance jamais. La pratique peut être différenciée, mais ni la légalité, ni l'égalité devant la loi n'y trouvent leur compte. Ce serait miracle si la démocratie directe devait y changer quelque chose.

les fondements de l'économie mondiale!

La Fédération de syndicats patronaux genevois qui rapporte en ces termes dans son service de presse («Informations», 25.9.81) la thèse soutenue au début du mois de mai dans le très sérieux «Wall Street Journal» par Barbara Toohey, aurait-elle soudain ouvert une rubrique «humour»? Détrompez-vous! La FSI trouve là matière à alimenter une réflexion de fond que toutes les femmes apprécieront à sa juste mesure. La conclusion des patrons genevois:

«La démonstration de M^{lle} Toohey a le mérite d'être simple (simpliste, ne manqueront pas de relever certains esprits chagrins). Mais nous avons peut-être là une nouvelle approche «qualitative» de l'économie. Et quand on connaît les échecs prévisionnels des spécialistes de l'économétrie (la branche des superquantitatifs), on ne peut que souhaiter d'autres articles stimulants de cette bibliothèque et écrivain californienne, qui consacre ses loisirs à échafauder, par plaisir, des théories économiques!»

RADIO

La publicité en point de mire

La période de grâce du troisième programme radio semble déjà terminée. On sent même des oppositions qui s'organisent à l'intérieur de la maison. Les syndicats parlent enfin de qualifications professionnelles et de disponibilités en personnel. Dans l'organisation institutionnelle, les sociétés cantonales s'avisent du fait accompli et obtiennent une séance supplémentaire du comité directeur de la SRTR, prévue pour le 8 octobre prochain à Nyon. Dans le public, on s'interroge sur l'avenir d'une formule qui n'a pas fait ses preuves sur une longue durée.

Cela dit, à l'étage de la direction, aussi bien à Berne qu'à Lausanne, les machines sont bloquées sur «en avant toute!». Même les chiffres ne freinent pas l'élan. Et pourtant il y aurait de quoi. Des sommes à couper le souffle: le 3^e programme romand coûtera, salaires et équipements non compris, 1,1 million pour les heures de jour et Fr. 450 000.— pour les heures de nuit (0 à 6 heures du matin) pendant lesquelles la diffusion d'une

bande enregistrée est envisagée comme «solution» transitoire. Les dépenses prévues pour les autres régions sont du même ordre.

Et cela au moment où les déficits d'exploitation 1981-1982 dépassent effectivement de 60 millions, respectivement de 100 millions, les montants prévus au budget de la SSR (soit le double des dépassements avoués aujourd'hui).

Du coup, on épuisera le crédit de construction qui suffira à financer le 3^e programme pendant deux ans, à condition de couper sèchement dans les investissements. Rien que pour la TV romande, 20-30 millions manqueront en 1982 pour les travaux d'extension le long du quai E.-Ansermet à Genève. La morgue restera dans ses vieux murs et la TV dans sa tour désamiantée. Pour la suite, la prochaine hausse des taxes radio-TV apportera les recettes supplémentaires indispensables dès 1983; mais elle permettra au mieux de maintenir et pas de développer.

Dans ces conditions, l'argent manquera évidemment pour les essais de radios locales (et pour la 4^e chaîne qui devrait les fédérer). La «tenaille» est là: les essais se feront «grâce» à la publicité ou ne se feront pas.

pour leur survie face aux grandes concentrations. En tout état de cause, dirait notre ami Gil Stauffer que ne rebutent pas les projections cosmiques, une mue technique qui vient à son heure pour contrer l'influence grandissante de la «Gazette des Pâturages» dans le Haut.

* * *

«La Suisse», magazine du dimanche, tirage contrôlé au 10.3.1978: 107 232 exemplaires; tirage trois ans plus tard (3.3.1981): 96 534. «Tribune-Le Matin», édition dominicale, décembre 1977: 118 154; mars 1981: 120 114 ex. L'écart se creuse, au sein de Lousonna SA et de son monopole sur l'information dominicale (presse) des Suisses romands: en quelques années, Lausanne a pris le

pas sur Genève malgré les campagnes publicitaires malignes de «La Suisse» sous la houlette de McCann Erickson Europe. Ne pas chercher ailleurs l'origine de la dernière mue du supplément du dimanche de «La Suisse». Le lecteur est roi.

* * *

Le bi-hebdomadaire gratuit «Züri Leu» a créé récemment le verbe «honeggern», traduction «honegger»! Signification: se battre pour obtenir un prix plus favorable (après les recommandations faites par notre économiste national dans une récente interview). Munie du viatique de ces conseils, une collaboratrice du journal zurichois a essayé d'obtenir des prix inférieurs à ceux affichés dans plusieurs commerces des bords de la Limmat. Résultats mitigés dans un article intitulé: «Honeggern ist gar nicht so leicht» (15.9.81). Dans la conclusion elle invite Fritz Honegger à l'accompagner une fois pendant ses courses pour qu'il lui montre pratiquement comment il faut «honegger».

COURRIER

Un œil sur le PDG

Suite à notre texte paru dans DP 601 (13.8.1981) «La Radio romande sous pression», nous venons de recevoir une très courtoise mise au point de la direction générale de Naville SA à Genève, précisant que «la société Naville SA n'a absolument rien à voir, ni de près, ni de loin avec Radio Mont-Blanc».

Dont acte. Depuis nos informations, le rideau s'est quelque peu levé sur RMB, et en effet Naville n'est plus apparu parmi les maîtres d'œuvre, Carrefour, Publicis et Nicole («La Suisse»).

Mais tout de même. «Ni de près», soit; «ni de loin»: alors là, prenez garde, M. le directeur général; jusqu'à plus ample informé, Naville SA est contrôlé par Lousonna SA, société faïtière dans laquelle M. J.-Cl. Nicole joue un rôle non négligeable... Pas si «loin» que ça, M. Nicole.

Glanures helvétiques

«L'Impartial», publié à La Chaux-de-Fonds depuis cent ans, vient de modifier sa présentation pour mieux manifester sa vocation de quotidien régional (le titre met en évidence l'existence de rédactions régionales au Locle, à Fleurier, à Neuchâtel — est-ce, à terme, la fin de la coexistence avec la «Feuille d'Avis de Neuchâtel»? —, à Saint-Imier et à Tramelan). Davantage de clarté, meilleure distribution des tâches, «L'Impartial» rejoint le petit nombre de quotidiens de moyenne importance qui se donnent les moyens de lutter